Lurs : finances de la commune

Commune · Alpes-de-Haute-Provence (04) · 383 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Lurs affichait un encours de dette de 430 k€, soit 1 123 € par habitant, une épargne brute égale à 26,8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,6 ans.

Dette par habitant
1 123 €
430 k€ au total

Capacité de désendettement
2,6 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
26,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 199 € / hab.
459 k€ au total

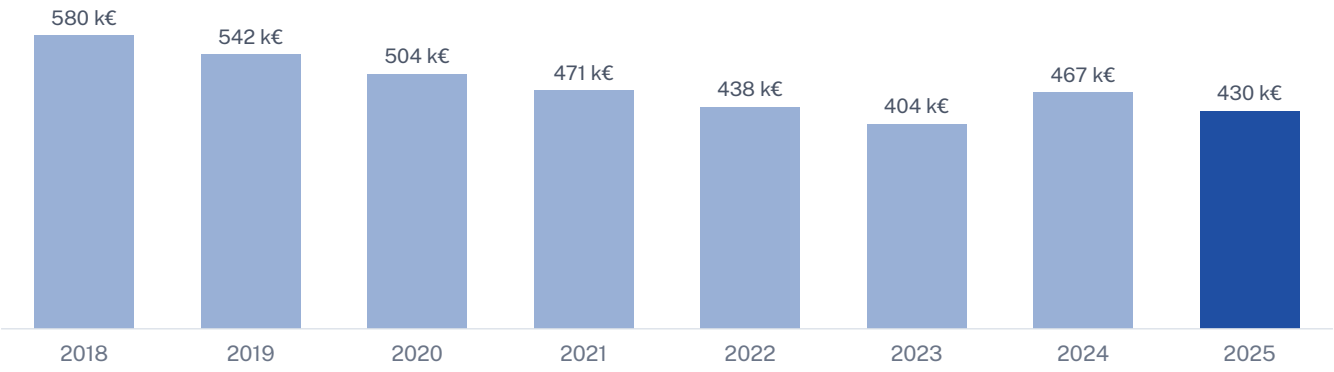
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 199 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	35,7 %	428 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	26,8 %	440 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 123 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	712 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	544 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 580 k€ en 2018 à 430 k€ en 2025 (-25,8 %). Valeur la plus basse : 404 k€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	580 k€	17,9 %	6 ans	72 k€
2019	542 k€	16,9 %	5,8 ans	221 k€
2020	504 k€	22,2 %	4,5 ans	19 k€
2021	471 k€	17,3 %	4,9 ans	127 k€
2022	438 k€	25,9 %	2,9 ans	60 k€
2023	404 k€	25,5 %	2,7 ans	228 k€
2024	467 k€	22,5 %	3,4 ans	642 k€
2025	430 k€	26,8 %	2,6 ans	273 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Lurs	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 123 €	285 €	+293,5 %
Impôts locaux par habitant	544 €	345 €	+57,7 %
Frais de personnel par habitant	428 €	280 €	+52,9 %
Investissement par habitant	712 €	187 €	+281,5 %
Taux d'épargne brute	26,8 %	24,6 %	
Capacité de désendettement	2,6 ans	1,3 ans	

Jumelles : Chamblay (39), Courcelles (17), Ternant (17), Estoublon (04), Voulême (86), Codalet (66), Lugan (12), Enchastrayes (04), Surba (09), Saint-Marcouf (50). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	387	383	−1 %	+1,4 %
Dette par habitant	1 401 €	1 123 €	−19,8 %	−22,3 %
Impôts locaux par habitant	513 €	544 €	+6 %	+19,1 %
Frais de personnel par habitant	524 €	428 €	−18,2 %	+17,7 %
Taux d'épargne brute	16,9 %	26,8 %	+10 points	−1,5 point
Capacité de désendettement	5,8 ans	2,6 ans	−3,2 ans	−0,7 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 494 €		3 820 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Lurs	Comparaison
Habitants (2023)	385	+2,1 % depuis 2012 (département : +4,2 %)
65 ans ou plus (2023)	38,2 %	département : 27,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,3 pour 100 habitants	département : 4,3
Salariés du secteur privé (2025)	7	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	17	
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	112,5	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

110 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 50 emplois, soit 31 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	3,5 %	3 %	1,3 %	19,6 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	13,3 %	10,9 %	6,6 %	32,6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	12,4 %	13,2 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	22,1 %	26,9 %	26,4 %	10,9 %
Employés	23,9 %	26,7 %	26,1 %	30,4 %
Ouvriers	24,8 %	19,4 %	19,5 %	6,5 %

Professions les plus exercées par les habitants : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	37 780	1,8 %
Aides-soignants	33 460	1,6 %
Infirmiers en soins généraux salariés	31 390	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	31 050	1,5 %
Ouvriers du nettoyage	28 560	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	28 500	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	28 430	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	27 690	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	23 850	1,2 %
Serveurs	22 230	1,1 %
Conducteurs de poids lourds	21 710	1 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	20 710	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Alpes-de-Haute-Provence (04)) : 8 426 au moins, dont 36,3 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	714	23,5 %
Serveurs de cafés restaurants	620	48,9 %
Employés de l'hôtellerie	569	38,1 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	486	37,2 %
Viticulteurs, arboriculteurs	339	14,7 %

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	318	31,8 %
Employés de libre service	288	37,2 %
Maraîchers et horticulteurs	284	6,7 %
Cuisiniers	281	41,6 %
Sportifs et animateurs sportifs	246	37,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Lurs
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	434 k€ pour 9 projets
Par habitant	1 132 € (communes de même taille : 215 € ; département : 776 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	28,7 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Projet interconnexion adduction eau potable durance luberon verdon agglomeration (dlva)	184 556 €
2023	DETR	Travaux de rénovation du réseau d'eau potable Tranche n°1: Descente du Serre, La Pompe, Les Méras	105 334 €
2024	DETR	Refection toiture, isolation et travaux energetiques : chapelle des penitents	42 665 €
2025	DETR	Travaux de voirie : entree de village et chemins du vicaire (voirie classee)	16 329 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.